

MARCHÉ 07/2025

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – CCTP

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE DÉTECTION INCENDIE

Marché à Procédure Adaptée (MAPA)

En application de l'article R 2123-1 du décret 2018-1075 du 03.12.2018

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : Description des installations concernées.....	3
ARTICLE 2 – Description et limite des prestations et fournitures	3
2.1 – Prestations comprises dans le forfait	3
2.2 – Prestations hors forfait.....	4
2.3 – Délais d’astreinte	4
2.4 – Délai d’intervention de réparation.....	4
ARTICLE 3 – Organisation des prestations – Conditions d’exécution	4
3.1 – Cadre d’intervention.....	4
3.2 – Désignation des responsables	4
3.3 – Opérations de maintenance préventive.....	5
3.4 – Planification des interventions	6
3.5 – Accès au site.....	6
3.6 – Constat d’anomalie.....	6
3.7 – Provenance et qualité des fournitures.....	6
3.8 – Traçabilité des pannes et interventions.....	6
ARTICLE 4 – Opérations de vérification	6
4.1 – Vérification.....	6
4.2 – Contrôle des résultats	7
ARTICLE 5 – Qualifications demandées.....	7

ARTICLE 1 – Description des installations concernées

Le présent marché a pour objet la maintenance des installations de détection incendie du Centre de Traitement Informatique de Saint-Etienne.

Ces prestations ont pour but de maintenir de façon constante le niveau des performances et le service des installations de sécurité incendie de l'organisme.

Les installations concernées par le présent marché sont les suivantes :

- 1 centrale FC2040
- 71 détecteurs optiques FDO221
- 2 détecteurs Multicritère FDOOT221
- 2 détecteurs thermiques FDT221
- 1 module d'entrée en boîtier FDCLi222/FDCH291-PC
- 7 déclencheurs adressables FDM225
- 10 sirènes DIF24/S
- 1 pile de sauvegarde 9 volts
- 2 batteries BAT12-12

ARTICLE 2 – Description et limite des prestations et fournitures

Le marché prévoit des prestations dans le cadre du forfait, ainsi que des prestations complémentaires qui seront définies à la commande (hors forfait).

2.1 – PRESTATIONS COMPRISES DANS LE FORFAIT

Dans le cadre de son forfait, le candidat doit les prestations suivantes :

CONTRAT DE TYPE 2 : PRÉVENTIF + ASTREINTE

- *Les prestations et fournitures relatives à l'entretien préventif :*

La maintenance préventive systématique est effectuée selon un échéancier établi pour une périodicité calendaire ou un nombre d'unités d'usage.

La programmation des opérations est définie d'un commun accord avec le représentant de l'organisme.

La maintenance préventive conditionnelle est subordonnée à un type d'évènement prédéterminé qui est révélateur de l'état du matériel ou de l'équipement. Les interventions peuvent résulter de constatations faites lors des inspections, contrôles, tests ou visites de maintenance systématique, ainsi que des informations provenant d'un capteur, ou de tout autre dispositif de mesure d'une usure que l'organisme se réserve la possibilité d'utiliser.

- *La mise à disposition de l'outillage et appareils de mesure nécessaires à l'exécution des prestations*
- *Les petites fournitures consommables, tels que les vitres de boîtiers bris de glace, les fusibles, les protections contre les surtensions, les voyants...*
- *L'astreinte, le candidat a l'obligation de tenir disponible, en permanence, des moyens et un personnel technique capable d'assurer la maintenance corrective.*
- *Le remplacement des éléments à durée de vie limitée*
 - Piles : 1 an
 - Batteries : 4 ans maximum
 - Charges Pyrotechniques : 5 ans maximum.

Tout remplacement de pièces devra être dûment justifié. L'organisme se réserve, en outre, la possibilité d'expertise des éléments remplacés. Pour ce faire, toute pièce remplacée justifiant une facturation complémentaire sera laissée à disposition de l'organisme, celles dont le remplacement est prévu en échange standard étant laissées pour une période de dix jours maximum.

2.2 – PRESTATIONS HORS FORFAIT

Par ailleurs, pendant la durée du contrat, l'organisme pourra demander au candidat des prestations complémentaires dont la nécessité apparaîtrait à la suite d'un constat d'anomalie ou d'un besoin d'adaptation ou de rénovation. À cette occasion il sera mis en concurrence et n'aura pas l'exclusivité des interventions.

Chacun des remplacements fera l'objet d'une présentation d'un devis.

2.3 – DÉLAIS D'ASTREINTE

Il s'agit des délais donnés au candidat, à compter d'un appel téléphonique, pour se rendre sur le site, rechercher la cause d'un incident, établir un diagnostic et mettre en œuvre les moyens pour commencer une opération de dépannage.

En maintenance corrective, le candidat devra intervenir dans les 4 heures maximum qui suivent l'appel, pendant les plages horaires suivantes : 08h00 – 18h00, du lundi au vendredi.

2.4 – DÉLAI D'INTERVENTION DE RÉPARATION

Il s'agit du délai à compter de la fin du dépannage pour effectuer la réparation définitive à la suite d'une opération de dépannage.

- Le délai d'intervention de réparation est de 48 heures lorsqu'il s'agit d'une installation ayant trait à la sécurité ou dont le bon fonctionnement entraîne une gêne importante.
- Une semaine dans les autres cas.

ARTICLE 3 – Organisation des prestations – Conditions d'exécution

3.1 – CADRE D'INTERVENTION

D'une manière générale, les interventions du candidat ne doivent pas perturber le bon fonctionnement de l'organisme et être réalisées avec tous les moyens nécessaires en vue de réduire au maximum leur durée.

Seules les interventions n'engendrant aucune gêne pourront être exécutées pendant les horaires habituels de fonctionnement de l'organisme.

Toute erreur de manipulation des intervenants entraînant une évacuation des locaux donnera lieu à l'indemnisation de la perte de production correspondante.

3.2 – DÉSIGNATION DES RESPONSABLES

Pour la gestion et le contrôle des prestations à la charge du candidat, l'équipe Gestion Technique du Bâtiment sera l'interlocuteur du candidat et de ses représentants.

Les échanges devront se faire via l'adresse : gtb.cti-saint-etienne@assurance-maladie.fr

Le candidat désignera un responsable de site et un responsable de marché qui seront les seuls interlocuteurs de l'organisme.

3.3 – OPÉRATIONS DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE

Les opérations de maintenance préventive auront lieu selon les périodicités définies ci-dessous.

Elles sont au **minimum** les suivantes :

CENTRALE DE DÉTECTION INCENDIE

Visites semestrielles

Pour les équipements concernés de l'installation :

- Nettoyage du matériel informatique
- Mise à jour de la programmation et détermination des locaux sur la centrale
- Sauvegarde de la programmation des SDI et CHSI sur support informatique et remise du support à l'organisme
- Nettoyage des baies
- Vérification des câblages et des connexions, dépoussiérage
- Vérifications des sources d'alimentation :
- Vérification de la charge et de l'état des batteries
- Vérification de la tension secteur
- Vérifications de la signalisation de défaut secteur
- Vérification de la source secondaire batterie
- Vérification des tensions internes
- Changement de la pile de sauvegarde et test « essai source auxiliaire »
- Vérification du fonctionnement avec les sources de secours
- Test des informations de défaut
- Test des signalisations visuelles et sonores
- Remplacement des lampes défectueuses
- Vérification des commandes manuelles
- Vérification du fonctionnement de l'unité interne de gestion des alarmes
- Vérification du fonctionnement des installations et des traitements informatiques
- Vérification des communications phoniques avec les systèmes associés
- Vérification des lignes d'asservissement
- Vérification des lignes de détection :
- Vérification de la résistance en court-circuit
- Vérification de la résistance caractéristique
- Vérification de la résistance d'isolement
- Vérification des mises à la terre (régime IT)
- Rédaction d'un rapport d'intervention.

Diffuseurs sonores :

- Nettoyage
- Vérification de l'état général, du positionnement, de la qualité de la fixation
- Essai de simulation d'une alarme et vérification d'ensemble
- Vérification s'il y a lieu de la batterie, remplacement si nécessaire et tous les 4 ans.

DÉTECTION INCENDIE

Visite annuelle

Détecteurs :

- Dépoussiérage des détecteurs (à réaliser zone par zone)
- Nettoyage de 1/3 des détecteurs, et échange standard si nécessaire
- Vérification fonctionnelle de tous les détecteurs, les zones de détection étant en position test et la centrale sur alimentation de secours
- Essai de déclenchement réel avec matériel de simulation d'incendie
- Vérification du bon fonctionnement des indicateurs d'action
- Vérification de la correspondance des zones de détection avec repérage sur la centrale
- Vérification du report de dérangement en retirant un détecteur par zone

Boîtiers bris de glace :

- Vérification fonctionnelle de tous les déclencheurs manuels, les zones de détection étant en position test et la centrale sur alimentation de secours
- Vérification de l'état général du boîtier et de la glace ou membrane
- Simulation de commande manuelle d'alarme par « bris de glace »
- Vérification du fonctionnement des éléments de sécurité associés.

La liste précédente constitue un minimum de prestations à réaliser par le candidat, celle-ci n'est pas exhaustive. Le candidat précisera dans son offre les prestations qu'il envisage en plus.

3.4 – PLANIFICATION DES INTERVENTIONS

Le candidat fournira en début de marché un planning prévisionnel de ses interventions pour l'année. Si l'une des deux parties désire déplacer une intervention, elle en informe l'autre au moins deux jours ouvrables avant la date prévue.

3.5 – ACCÈS AU SITE

Lors de chaque intervention, le personnel du candidat se présentera à l'accueil pour enregistrer sa présence. Il devra également compléter le registre d'entrées et sorties (avant et après chaque intervention) afin d'obtenir un badge d'accès pour les zones sécurisées du bâtiment.

3.6 – CONSTAT D'ANOMALIE

Le candidat est tenu d'informer l'organisme de toute anomalie qu'il aurait observé sur les installations dont il a la charge, et de signaler, sauf à engager sa responsabilité, toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur. Il établit pour chaque constat d'anomalie une fiche écrite mentionnant :

- Le type d'anomalie constatée
- Les actions entreprises ou qu'il convient d'entreprendre pour y remédier
- Les conséquences si aucune action n'était engagée.

3.7 – PROVENANCE ET QUALITÉ DES FOURNITURES

3.7.1 – Matières consommables

Les caractéristiques techniques des matières consommables indispensables à un fonctionnement correct de chaque équipement sont celles préconisées par le constructeur.

Le candidat veillera à la régularité des livraisons des fournitures en tenant compte des délais de livraison de chaque article afin d'assurer ses prestations dans les délais impartis.

3.7.2 – Pièces détachées

Les pièces détachées mises en œuvre seront, sauf accord spécifique de l'organisme délivré par écrit, des pièces neuves conformes aux spécifications du constructeur et adaptées aux installations.

3.7.3 – Réparations

Le candidat peut proposer à l'organisme, ou ce dernier peut demander au candidat, la réparation des pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement.

3.8 – TRAÇABILITÉ DES PANNES ET INTERVENTIONS

Toute intervention sur site fera l'objet d'un rapport détaillé transmis. Un rapport semestriel notifiant et justifiant toutes les interventions devra être envoyé au format électronique à l'adresse suivante :

gtd.cti-saint-etienne@assurance-maladie.fr

ARTICLE 4 – Opérations de vérification

4.1 – VÉRIFICATION

Les opérations de vérification ont pour but de constater que les prestations fournies sont conformes aux spécifications du marché.

Elles sont effectuées par l'organisme à l'occasion ou indépendamment de la présence du candidat.

Elles portent essentiellement sur les points définis au présent cahier des charges :

- la quantité des services rendus (par rapport aux plannings)
- la qualité du service rendu.

4.2 – CONTRÔLE DES RÉSULTATS

L'organisme se réserve la possibilité de faire exécuter tout essai de vérification des performances.

Par dérogation à l'article 27.2 du CCAG-FCS, si les essais non prévus au marché mettent en évidence une carence du candidat, celui-ci en aura la charge financière.

ARTICLE 5 – Qualifications demandées

Le Titulaire devra posséder les qualifications suivantes, ou équivalentes :

- APSAD F7 – Service de maintenance de systèmes de détection automatique d'incendie et de centralisateurs de mise en sécurité incendie

Date :

Signature et Cachet